

Chers (ères) ami(e)s, chers(ères) camarades,

Nos Activités Sociales, et l'IFOREP plus particulièrement, ont été créées, construites autour de cet idéal visant à faire de chaque salarié un être épanoui, émancipé de toute tutelle, dans son travail et dans sa vie plus largement. L'un ne va pas sans l'autre, tant nous savons que le temps de travail et l'espace professionnel imprègnent, modélisent, parfois fortement, ce qui constitue le temps « libre » de chacun.

Cette émancipation individuelle, gage d'une citoyenneté active, éclairée, permanente, ne peut se construire, se gagner, qu'en s'irriguant de la richesse, de l'énergie du tissu social, de l'implication de chacun dans la conquête de sa propre émancipation et de celle du collectif. Cette émancipation est à la fois le fruit et la condition incontournable d'une juste répartition des richesses, nécessaire à la construction d'une société épanouie, empreinte de justice sociale, dans et hors du travail, et de solidarité.

Cette solidarité nous tenons aujourd'hui à l'exprimer, au nom du conseil d'administration d'IFOREP et des électriciens et gaziers, aux familles et proches des nombreuses victimes de la pandémie.

Cette solidarité nous l'affichons aussi vis à vis des victimes des attentats dramatiques qui ont frappé récemment des lieux de culte, d'éducation et d'information.

Les libertés de croire ou non, de s'exprimer et d'informer, étaient visées. Nous sommes aux côtés des de la fonction publique, des enseignants mais aussi des soignants, qui, au quotidien, font vivre les valeurs de la République. La réponse au terrorisme s'exprime bien trop souvent par des campagnes stigmatisant telle ou telle communauté, favorisant donc le terreau des fanatismes de demain.

Que l'on ne s'y trompe pas, même si la courte défaite du démagogue en chef aux élections nord-américaines peut signifier un coup d'arrêt aux courants xénophobes et nationalistes qui ont émergé partout dans le monde, le fondement des intégrismes religieux et politiques est d'abord la pauvreté, la misère, la précarité et le chômage massif.

Aucune loi de sécurité globale gravement liberticide, aucune réforme du code du travail ayant appauvri le dialogue social et insécurisé le monde du travail, aucune expédition guerrière dans les pays les plus déshérités mais riches en ressources énergétiques dont les populations ne profitent jamais, ne permettra de combattre la misère, responsables de l'obscurantisme et des fanatismes.

Cette solidarité enfin, nous l'adressons également envers les dizaines de milliers de victimes de la crise sociale et économique. Une dramatique cohorte de licenciés et de privés d'emplois s'étend dans le pays à travers une avalanche de plans dits sociaux, décidés par le patronat. Ces plans touchent aussi de nombreux collègues des IEG comme ceux des centrales thermiques ou de Fessenheim.

Cette visée émancipatrice, individuelle et collective, paraît, aujourd'hui encore complexe à atteindre dans ce monde néo libéral où la lutte indispensable contre la pandémie et pour la santé du plus grand nombre a servi de prétexte à une série d'états d'urgence et une vague de nombreux plans de licenciements.

Il est très clair que le pouvoir financier a mis la main sur le pouvoir politique. C'est l'ex patron de Google qui mène la bataille mondiale contre le virus. Sur les décombres des systèmes de santé publique, « big pharma » tient le sort de l'humanité entre ses mains et spéculé honteusement sur la sortie prochaine d'un vaccin. L'ensemble des Etats vient de s'endetter pour de nombreuses années au profit des multinationales : ce sont les mêmes ressorts que la crise de 2008, mais de manière plus intense. Le pouvoir de l'argent détient la quasi-totalité des médias et imprime à longueur de journée son projet de société : il faut que tout change en permanence, pour que rien ne change en fait dans l'ordre du monde. Le collectif est vécu par beaucoup comme suspect, quand il n'est pas honni : « L'enfer c'est les autres ». Le politique est au mieux suspecté, ignoré, au pire rejeté. La mainmise de la finance sur la démocratie a fait des dégâts inquiétants.

Alors que les places financières atteignent de nouveaux sommets, que l'investissement dont les économies auraient besoin pour bâtir « l'après » est dilapidé dans les opérations de rachats boursiers (comme la triste affaire Suez/Véolia en a donné l'illustration), le financement des budgets sociaux n'est pas la priorité du gouvernement. Les plus précaires sont presque oubliés, les réformes visant l'assurance chômage, les retraites dont les régimes spéciaux, sont toujours annoncés.

Travailler plus, réduire les prétendus déficits pour rabougir encore les services publics, tout en faisant main basse sur une masse gigantesque de subventions d'Etat: le monde d'après du MEDEF est le même que celui d'avant, en pire !

L'Etat, censé défendre l'intérêt général, encourage cette régression au nom d'une solidarité nationale, qui n'est jamais réclamée ni aux grandes fortunes, ni aux financiers, ni aux grandes entreprises qui battent pourtant des records d'enrichissement.

Le gouvernement et sa majorité parlementaire n'envisagent qu'une voie: faire payer toujours plus le salariat et les retraités. Ce sont toujours les mêmes méthodes qui s'appliquent: ponctionner le pouvoir d'achat. En utilisant le prétexte de la taxe COVID, les régimes spéciaux de la sécurité sociale seront lourdement ponctionnés: la Camieg et ses assurés se verront spoliés de 175 millions d'euros de leurs réserves. Un vol pur et simple de leur salaire socialisé !

Le Segur de la santé n'avait pourtant pas amélioré significativement la situation de l'hôpital public et ni le sort de soignants confrontés dans des conditions dramatiques à la deuxième vague. Dans ce contexte difficile, les directeurs des ARS, les gestionnaires des hôpitaux continuent la destruction massive de la santé publique en supprimant des lits et des emplois à coup de « novlangue » pour s'en disculper « *nous devons continuer à moderniser la performance de l'hôpital publique* ».

Aussi face à la crise de civilisation qui générée par la pandémie mais surtout par le capitalisme lui-même, nous avons choisi notre camp: donner la priorité à la santé et au bien-être, faire le choix de des humains et des travailleurs qui constituent le cœur du progrès.

Ce n'est pas d'un plan de relance composé de cadeaux sans contrepartie aux entreprises dont nous avons besoin mais bien d'un plan de rupture avec les politiques menées jusque-là.

Un véritable plan de transformation centré sur:

- l'emploi qui est au cœur des préoccupations des salariés,
- le salaire qui n'est pas l'ennemi de l'emploi,
- un projet de société, passant par une réduction massive du temps de travail assortie d'un nécessaire partage des richesses pour que chacune et chacun puisse vivre dignement.

Des mesures rapides s'imposent :

- **La santé doit primer**, « quoi qu'il en coûte », car nos vies valent plus que leurs profits ! Une vraie stratégie de prévention doit être mise en place immédiatement avec des tests rapides, l'ouverture des lits nécessaires dans les hôpitaux et le financement de la recherche.

- **Un moratoire doit être mis en place sur toutes les restructurations, délocalisations et plans de licenciement.**

- **Les aides aux entreprises (dont le chômage partiel) doivent être conditionnées**, notamment au maintien de l'emploi et des salaires, et au gel des dividendes.

- **Les salaires des « premiers de corvée » doivent être immédiatement augmentés**, notamment dans la santé, l'éducation, le social, le commerce, le nettoyage, les services à la personne, la logistique, les transports, le BTP...

- **Des moyens immédiats doivent être débloqués pour notre système de santé.** Nous revendiquons la mise en œuvre d'un plan de recrutement massif dans la santé, la réouverture des milliers de lits supprimés ces dernières années. La CGT appelle aussi à signer la pétition nationale pour exiger l'annulation du « forfait urgence » !

- **Les projets de réformes de l'assurance chômage et des retraites doivent être définitivement enterrés.** Des négociations doivent s'ouvrir pour l'amélioration et la pérennisation de nos systèmes.

- **Les libertés doivent être garanties**, notamment les libertés syndicales, de rassemblement, de manifestation.

- **Les services publics** (dont celui de l'énergie) doivent être massivement relancés, dotés en ressources nouvelles, leurs tarifs abaissés et leur accessibilité étendue, leurs personnels reconnus dans leurs statuts.

Assurément, partout dans le monde, des résistances de plus en plus grandes voient le jour. En France, ces derniers jours encore des rassemblements ont réuni des centaines de milliers de manifestants contre la loi de sécurité globale.....

Il serait trop long ici de dresser la liste des révoltes populaires qui agitent la planète et bousculent les régimes autoritaires. Les mouvements contre

le racisme et les violences policières, le mouvement contre le réchauffement climatique, le mouvement contre les violences faites aux femmes, ou encore les actions pour le travail décent, sont devenus des revendications mondiales d'une ampleur inconnue à ce jour. En déclenchant ses crises, en utilisant le virus comme prétexte pour imposer un nouveau capitalisme profondément déshumanisé, ce dernier s'est aussi exposé. Il n'est plus aussi sûr de sa capacité à incarner le progrès, au point même de laisser le complotisme et l'irrationalité s'installer dans les gouvernements les plus importants du monde. Il a de plus en plus de mal à incarner un futur vivable, si ce n'est enviable. De quoi faire réfléchir tous ceux qui veulent un monde humain dès aujourd'hui et qui entendent le construire maintenant.

Dans cette vaste bataille pour envisager et gagner un autre « après », les électriciens et gaziers tiennent leur part : ils résistent aux désorganisations aux noms mythologiques, à l'éclatement de leur secteur qui ne vise qu'à accélérer sa privatisation. Le 27 Novembre dernier à l'appel des 4 fédérations représentatives dans les IEG, ce sont plus d'un tiers des salariés qui se sont mis en grève : cette journée en appel d'autres. Ils ont tenu bon durant les confinements successifs, en première ligne eux aussi : sans un service public de l'électricité et du gaz, des personnels mobilisés dans des secteurs qui exigent sécurité et sûreté, la France aurait pu avoir à faire face au COVID dans le noir.

Loin de reconnaître cette production de première nécessité, patronat et gouvernement poussent les feux des restructurations et mènent la charge contre les régimes spécifiques, pourtant indispensables à cette activité essentielle qu'est l'énergie, et la garantie pour tous d'y avoir accès.

Le monde d'après doit nous appartenir : il nous faut engager le combat de la transformation sociale, du renversement de ce système capitaliste mortifère.

Sans revenir sur la situation qui est faite aux salariés du secteur de l'énergie, une chose est sûre, ils vont avoir besoin d'élus et de militants syndicaux à leurs côtés pour les alerter, les informer, les écouter, les conforter et les inviter à la lutte collective pour inverser le cours des choses, et refuser l'austérité aggravée. Evidemment, ils auront aussi besoin des milliers d'élus de CMCAS et SLV qui sont de plein droit leurs représentants.

Légitimement, les bénéficiaires vont se tourner vers leurs organismes et leur demander une extension des aides sociales et sanitaires, un accès toujours plus large à des vacances à prix modéré et socialisés, une restauration collective diversifiée et de qualité au juste coût. Il est évident que, dans ce contexte, les familles vont rogner sur leurs dépenses de loisirs, de culture,

de santé.....ce que les dernières études du CREDOC confirment. Nous devons donc tout mettre en œuvre pour répondre à leurs légitimes attentes !

Les électriciens gaziers et leurs familles vont également attendre de leurs organismes qu'ils se mettent au diapason des nouveaux modes de vie et de travail: télétravail, usage à distance, multiplicité des lieux de travail, accessibilité, simplification. Les salariés attendent de sortir du travail, des transports et de la consommation aliénants, de maîtriser leur vie au travail et dans la cité, de l'enrichir par la coopération et la solidarité, d'avoir du temps pour eux et pour les autres.

Nous voyons bien là les défis qui se posent à nous: être encore plus aux cotés des agents, des retraités et leurs familles et construire avec eux une autre façon de faire société.

Les défis posés sur le champ revendicatif du travail et hors travail sont intimement liés. Ces deux dimensions, le temps *dans* le travail salarié, et le temps *hors* du travail salarié, sont souvent traitées séparément à tort. Nous devons changer cela.

Jean Michel Leterrier décrit très bien le double combat que doit mener de front le syndicalisme :

- celui pour la bataille de l'emploi, son contenu, sa qualité, sa plus-value sociale et culturelle;

- celui concernant la qualité et la singularité des activités sociales et culturelles qui doivent être, devenir, ou redevenir, des activités au service de l'épanouissement des salariés, des outils au service d'une pleine et riche citoyenneté.

Il nous faut donc pérenniser nos objectifs fondamentaux de favoriser l'accès au plus grand nombre à des droits sociaux de qualité. Pour ce faire, il faut avancer des modalités innovantes afin que cet accès corresponde aux pratiques de notre époque et soit une réalité effective sur ces grands sujets liés au quotidien des bénéficiaires : se soigner, s'alimenter, se cultiver, se reposer.

D'où le caractère singulier de notre assemblée Générale. Mais cette AG au cours de laquelle nous allons retracer notre activité en cette année 2019 est singulière pour une autre raison.

La nécessité de préserver la santé de chacun, de favoriser l'appropriation par chacun des gestes barrières, notre volonté fondamentale que la sécurité des salariés et de leurs élus soit une priorité, nous ont amené

à tenir notre AG via les réseaux digitaux. Si rien ne remplacera jamais l'interaction sociale lorsque des humains sont ensemble dans un lieu donné, à fortiori lorsqu'il s'agit d'une AG où des élus confrontent leurs avis et expériences et portent le mandat de leurs adhérents, sachons tirer parti des potentialités du numérique, de ses nouvelles formes possibles d'interactions et de présence, pour enrichir nos travaux.

D'autant que les organismes sociaux, dont l'IFOREP, les instances sociales, les syndicats, ont tout intérêt à investir massivement le champ des activités numériques et digitalisés qui irrigue le temps dans le travail et hors du travail.

Il n'existe pas de déterminisme technologique, c'est-à-dire que l'outil n'est qu'un outil, c'est ce que l'on en fait qui détermine son orientation. De fait, il faut en combattre toutes ses dérives, portées à des fins capitalistiques, telles que la surveillance, le vol et l'exploitation des données, la restriction des libertés, le taylorisme digital, le travail à la micro-tâche et le dumping accru.

Il faut aussi en favoriser toutes les potentialités de communication et d'émancipation, élargir les luttes sociales et politiques, déployer partout y compris dans les entreprises la citoyenneté, ressourcer les services publics, les structures de la protection sociale ou de l'Economie Sociale et Solidaire, en permettant notamment une plus grande intervention des usagers, sociétaires, bénéficiaires mais aussi des salariés et fonctionnaires.

C'est l'un des enjeux bien compris par le syndicalisme dans les négociations sur le télétravail. Le retard de ces négociations est dû aux freins du patronat qui, très loin des allures de la startup nation qu'il revendique, est en fait d'un archaïsme absolu. Le patronat n'a pas hésité à mettre en danger les salariés, contraints malgré la pandémie, de travailler et de se déplacer, ou à aggraver les conditions de travail d'autres avec un numérique au rabais. Et ce plutôt que d'alléger les temps de travail et transports, renforcer les temps consacrés à la prévention et à la formation ou de réduire encore des coûts structurels, locaux, transports, si impactant pour l'environnement.

Enfin avant d'évoquer avec vous les dossiers qui ont caractérisé notre vie institutionnelle et militante, d'échanger ensemble sur le rapport d'activité et de se donner les perspectives de développement de notre institut, je tenais à remercier chaleureusement l'action de toutes celles et ceux qui ont contribué à la réussite de nos activités tout au long de l'année : l'énergie de nos élus dans le Conseil d'administration, de nos formateurs et des personnels des Activités Sociales, et de nos bénévoles qui concourent à la bonne marche de l'IFOREP.

L'IFOREP doit jouer pleinement son rôle et accompagner nos organismes sociaux sur la formation des BAFA et BADF et sur celle des formateurs. Une formation ancrée dans les valeurs de solidarité, de justice et de dignité, et imprégnée des partis pris progressistes.

A ce titre, l'IFOREP doit impulser des travaux autour des enjeux de la formation dans l'accompagnement des stagiaires, la fidélisation, la communication, ... Autant d'axes d'amélioration portés à la connaissance du conseil d'administration d'IFOREP et à la commission jeune nationale et au conseil d'administration de la CCAS, afin que nous puissions respectivement construire des actions favorisant l'engagement des jeunes.

Il nous faut continuer à améliorer notre communication vers les candidats, les stagiaires, nos adhérents que cela soit avec l'évolution de nos outils, dont le site internet que nous devons rendre plus interactif, ou encore avec la mise en place d'une base de données de suivi des stagiaires.

Réaffirmer et promouvoir nos partis pris pédagogiques, la place de la pratique par les apprenants, veiller à éveiller la curiosité et favoriser la confrontation d'idées, respecter les principes d'égalité et de non-discrimination, favoriser la co-construction des savoirs et des pratiques, faire le lien entre les projets éducatifs de l'IFOREP et de la CCAS, continuer à développer la formation interne de l'ensemble de nos formateurs au travers de l'organisation de séminaires, regroupements; permettre la réflexion et la conceptualisation autour des différents courants pédagogiques aussi bien dans les approches et méthodes pédagogiques.

Ces partis pris sont le plus sûr moyen de participer à la formation de citoyens et de former des militants de l'éducation populaire.

En second lieu, l'IFOREP doit être un laboratoire d'idées, une force de réflexion et de propositions, tout en contribuant au positionnement stratégique des Activités Sociales, ou en apportant aux organismes sociaux une vision élargie des enjeux, une approche plurielle des projets à mener et des initiatives à réaliser.

L'Après est à bâtir maintenant, en rupture, comme le revendique la CGT, en allant vers l'alternative émancipatrice et non marchande. Cela vaut pour tous les champs d'action des organismes.

Pour y parvenir, nous devons construire des dynamiques d'échanges et de réflexion autour des enjeux de société, d'évolution des comportements, des modes de vie au quotidien.

Les sujets à explorer sont vastes: loisirs, vacances, tourisms, santé, mode de consommation, restauration au travail et en dehors du travail, Si avant le COVID, les organismes devaient **revisiter** les Activités Sociales, dans le contexte d'après COVID, ils doivent désormais **repenser** les activités réalisées par les organismes sociaux. L'IFOREP doit en alimentant les réflexions sur les stratégies et modèles à développer, aider à cela.

A cette fin, nous avons numérisé les 128 numéros des cahiers de l'IFOREP: ils sont disponibles sur l'espace adhérent. Ces publications sont le fruit de notre histoire, ils rendent compte des travaux de recherches ainsi que des expériences concrètes conduits par l'institut. Comme des outils de formation permanente, ils sont destinés au public des stagiaires, formateurs, agent des activités sociales.

Nous avons développé un partenariat avec les éditions de l'Atelier qui a pour but la réalisation, la diffusion de numéros de la revue *Les Cahiers de l'Atelier* et l'échange sur leurs contenus. Vous avez déjà été destinataires de deux numéros « La culture au travail » et « L'engagement ». Un troisième est en cours de finalisation, il traite du temps dans le travail salarié, et le temps *hors* du travail salarié.

Nous avons également commandé deux études :

- la première « Numérique, démocratie et lien social » vous a été présentée en octobre 2018. Elle contenait un état des lieux des enjeux du numérique et ses conséquences pour les Activités Sociales. Ce rapport est articulé autour de trois thématiques: les conséquences du numérique sur l'emploi et les pratiques sociétales (attentes et besoins nouveaux des citoyens), la démocratie, l'engagement et la participation, et enfin la proximité et le lien social.

Ce rapport a pu inspirer des initiatives dans des CMCAS, entre autres la CMCAS Haute Bretagne qui a développé des budgets participatifs avec une votation ou bien le projet « ma CMCAS numérique ». Le comité de coordination a également produit une note à destination des CMCAS sur la démocratie numérique.

- La deuxième étude traite des « Mutations sociales et professionnelles lié au développement du numérique dans les IEG », retardée du fait des

confinements successifs. Elle vous sera présentée au cours du mois de Janvier 2021 : un teaser posant les enjeux du rapport vous sera présenté à l'issue de l'AG.

Toujours dans cette volonté d'apporter des éléments de réflexion à nos adhérents, nous avons organisé un débat sur l'éducation populaire à l'issue de la précédente assemblée générale.

Ce débat a probablement incité la CCAS à développer des formations à distance à destination des élus, bénévoles et des mandatés sur la sensibilisation à l'éducation populaire. Nous développons des thématiques, telle que "la société à l'épreuve du genre" en 2019, "la laïcité" en 2020. Nos articles et nos outils pédagogiques en ligne, les débats que nous organisons dans les regroupements, contribuent à développer l'esprit critique, à décrypter l'actualité, à transmettre les valeurs de la République, de la solidarité internationale, de la paix et à favoriser l'engagement citoyen.

Si nous pouvons reconnaître la pertinence de nos actions, nous devons poursuivre, avec l'appui de nos adhérents, nos améliorations, construire un programme d'études et de recherches, définir les thématiques sociétales à développer.

Avec nos adhérents, insistons sur la démarche, et repensons nos fonctionnements, encore trop centralisés, comme l'avait très justement qualifié Patrick De Carlis.

De même, il nous semble nécessaire de repenser la place du bénéficiaire, de l'ouvrant droit et l'ayant droit, de l'électeur, du mandataire,... dans nos activités sociales en revitalisant les droits à la citoyenneté, à l'information, au choix et à l'engagement comme des droits fondamentaux du fonctionnement des organismes.

Lorsque nous positionnons l'IFOREP comme un outil associatif de pleine actualité au service de ses adhérents, nous devons le traduire en actes : il nous faut contribuer à ce que cette volonté commune d'agir, dans le cadre d'une transformation sociale et politique, avec en ligne de mire, la recherche de formes et d'espaces nouveaux de démocratie, se traduise concrètement.

Autrement dit (c'est à dire une autre tentative de résumer le propos) : nous visons à ce que toutes les transformations d'un objet soient le résultat d'un exercice démocratique, permettant à chaque acteur concerné de donner son avis et de s'investir. Toutes les évolutions de ce même objet doivent être le résultat de ce même exercice. L'objet en question n'est jamais définitivement fini : chacun a le pouvoir de proposer une transformation à tout le monde,

jamais de l'imposer. En même temps, chacun a le devoir de respecter l'avis des autres, notamment celui du plus grand nombre, quand il s'est exprimé. C'est un des principes majeur de l'éducation populaire.

Soyons convaincus que c'est par un tel processus que nous serons en capacité de participer à la mise en œuvre d'alternatives durables et crédibles au système capitaliste, que nous progresserons sur le chemin de l'émancipation des salariés.

C'est un processus long, lent et complexe. Mais en s'appuyant sur l'appropriation par les gens eux-mêmes, c'est le seul qui puisse être viable sur la durée. Soyons quand même conscients que les alternatives en question restent à imaginer !

Dans la droite ligne de cette ambition progressiste et transformatrice, qui fut à l'origine des organismes, nous pouvons nous fixer pour l'année 2021, les objectifs de travaux suivants :

- Comment travailler plus collectivement avec nos adhérents ?
- Comment associer les formateurs à la vie démocratique de l'institut ?
- Comment associer les stagiaires à la vie démocratique de l'institut ?

Enfin, en droite ligne avec les revendications de l'élargissement des garanties collectives à l'ensemble des salariés du secteur de l'énergie, voir plus largement un nouveau statut du travail salarié garantissant à chacune et à chacun des droits individuels et leur transférabilité, agissons résolument contre le repli sur soi, la xénophobie, le rejet des diversités, le corporatisme, ... Autant d'idées nocives qui divisent les salariés.

L'avenir des IEG et de ses agents passera par un service public rénové au service des usagers et de la nation, ouvert sur l'Europe et le monde, relevant les défis planétaires de l'accès à l'énergie pour tous, de l'économie des ressources rares, de la paix dans les relations géo énergétiques et de la protection de l'environnement.

Ne devons-nous pas faire d'IFOREP un lieu d'ouverture favorisant la rencontre avec d'autres comités d'entreprises, des associations issues de l'économie sociale et solidaire, des ONG, des scientifiques ? L'enjeu n'est-il pas de créer des espaces d'échanges, d'élargir les participations à nos travaux et instances, de définir des modalités de participation à notre conseil d'administration, à notre assemblée générale ? Le chemin que nous devons baliser n'est-il pas de travailler les coopérations, co-élaborations ?

Il n'est pas d'outil sans femmes et hommes engagés, le chemin de la transformation sociale nous le construisons ensemble dans la diversité, dans l'échange, le débat. C'est l'essence même de l'éducation populaire. C'est cet héritage, cette méthode originale d'intervention sociale et politique qu'il nous faut refonder en permanence afin qu'elle remplisse encore et toujours son rôle : contribuer à faire des citoyens qui, en agissant, comprennent et, en comprenant, agissent pour transformer le réel et le rapprocher de l'idéal.

Pour conclure, citons un médecin argentin, Ernesto CHE Guevara qui, du Mexique à la Bolivie en passant par Cuba, lutta sans cesse pour la libération de ses frères : « *le présent est fait de lutte, l'avenir nous appartient* ».